

Côte d'Ivoire/Troubles

Des centaines d'ex-rebelles ont bloqué l'entrée de Bouaké

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

Leur revendication ? Leur "part du gâteau".

PLUSIEURS centaines d'anciens rebelles ivoiriens ont bloqué plusieurs heures hier l'accès sud de la ville de Bouaké, dans le centre, point de départ des mutineries qui ont secoué le pays en janvier, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

Vers midi, la circulation avait été rétablie dans la deuxième ville du pays mais les manifestants demeuraient sur place, laissant passer les voitures, en attendant le résultat de négociations entamées à la préfecture par une délégation d'une dizaine de représentants. Une grande partie des magasins de Bouaké ont préféré ne pas ouvrir par peur de trou-

bles. "On veut notre part du gâteau", scandaient ces hommes qui arboraient des bandeaux rouges de l'ex-rébellion du nord mais n'étaient pas armés.

Des forces de sécurité étaient présentes pour surveiller le mouvement mais ne sont pas intervenues. Les "démobilisés", comme on les surnomme, sont des anciens des Forces nouvelles, la rébellion qui a occupé le nord de la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011 et soutenu l'actuel président Alassane Ouattara lors de la crise post électorale de 2010-2011. Ils portaient des bandeaux rouges au début de la rébellion.

Une partie de ces rebelles a ensuite été intégrée dans l'armée ivoirienne et les autres démobilisés lors d'un processus de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR). Contrairement aux mutins



Photo : AFP

"On veut notre part du gâteau", scandaient les ex-rebelles hier à l'entrée de Bouaké.

de janvier, ces démobilisés ne font pas partie de l'armée et ne vont pas toucher les primes promises aux soldats qui s'étaient révoltés.

"On veut 18 millions de F CFA par personne, la reconnaissance de notre grade de caporal et notre intégration dans l'armée", a affirmé à l'AFP un des porte-parole du mouvement, Amadou Ouattara.

Début janvier, la Côte d'Ivoire a été secouée par une mutinerie d'anciens

rebelles intégrés dans l'armée, qui avaient paralysé plusieurs villes pour réclamer le paiement de primes. En satisfaisant leurs revendications par le versement de primes à 8 500 de ces membres de l'ex-rébellion, les autorités avaient provoqué la colère de militaires et gendarmes non concernés par cet accord financier et qui s'étaient à leur tour mutinés. Des affrontements avaient fait quatre morts à Yamoussoukro (centre).

De source proche des mutins, le gouvernement, qui n'a jamais rendu l'accord public, avait promis de payer au total 12 millions de F CFA à chaque mutin. Cinq millions avaient été payés lors de la mutinerie avec la promesse de nouveaux versements à partir de ce mois de mai.

Les autorités avaient ramené le calme en promettant "d'améliorer les conditions de vie" de toutes les forces de sécurité.

La Côte d'Ivoire a lancé en 2016 une ambitieuse loi de programmation militaire jusqu'en 2020, qui prévoit la modernisation et des achats d'équipements pour 1,2 milliard d'euros (780 milliards de francs) et une refonte des effectifs. Cette refonte devait comprendre plusieurs milliers de départs de l'armée, notamment d'anciens rebelles, et non de nouvelles intégrations.

Afrique du Sud/Troubles

Violents incidents sur fond de racisme dans le nord-ouest du pays

AFP
Coligny/Afrique du Sud

DE violentes échauffourées ont éclaté hier à Coligny, une ville du nord-ouest de l'Afrique du Sud, après la libération sous caution de deux Blancs soupçonnés d'avoir joué un rôle dans la mort d'un adolescent noir de 16 ans, le mois dernier. Le 20 avril dernier, Matlhomola Mosweu est décédé après avoir chuté de la voiture de Pieter Doorewaard, 26 ans, et Philip Schutte, 34 ans.

M. Doorewaard et M. Schutte assurent que la victime a sauté de leur pick-up en marche, se brisant la nuque. Ils ont expliqué qu'ils étaient en train de

l'emmener au commissariat après l'avoir surpris en train de voler des tournevis dans un champ, le 20 avril.

Un témoin indique cependant avoir vu les deux suspects volontairement pousser M. Mosweu hors de la voiture.

"On ne peut établir de lien pour le moment entre ce témoignage et l'identité des deux accusés", a déclaré le juge Magaola Fosoe en autorisant la libération des deux hommes contre une caution de 5 000 rands chacun (222 000 francs). Immédiatement après l'annonce de cette libération, des villageois en colère ont mis le feu à la maison d'un cultivateur blanc, selon un photographe de l'AFP. Au cours de cet incident,



Photo : AFP

Les deux fermiers - Pieter Doorewaard, à gauche, et Philip Schutte - dont la libération, certes sous caution, a provoqué de violents incidents à Coligny.

plusieurs journalistes ont été attaqués par un homme semblant être le propriétaire de la maison.

L'homme a sorti un pistolet et a frappé les reporters, dont le photographe de l'AFP, blessé au visage, avant que la police ne réus-

sisse à s'interposer. L'atmosphère restait délétère à la mi-journée dans les rues de Coligny où des habitants brûlaient des pneus. La révélation de l'affaire avait déjà embrasé fin avril la petite bourgade, la population noire s'insurgeant

contre un crime qu'elle qualifiait de raciste.

Les tensions s'étaient apaisées lorsque les deux suspects se sont rendus aux autorités, quelques jours plus tard.

Les incidents sur fond de racisme restent fréquents dans les zones rurales d'Afrique du Sud, ravivant les tensions dans la jeune démocratie arc-en-ciel sortie du régime raciste de l'apartheid en 1994.

Fin 2016, à Middelburg (est) deux agriculteurs blancs avaient tenté d'enfermer vivant un jeune Noir dans un cercueil.

Au début de la même année, deux commis de ferme noirs avaient été pourchassés et battus à mort par des fermiers blancs, à Parys dans le centre du pays.

Tchad/Au surlendemain de sa libération L'otage français de retour à N'Djamena

AFP
N'Djamena/Tchad

L'EX-OTAGE français libéré samedi au Soudan après son enlèvement en mars au Tchad est arrivé hier à N'Djamena alors que les autorités tchadiennes affirment que ses quatre ravisseurs ont été arrêtés, a constaté un correspondant de l'AFP.

Chemise bleu clair, rasé de près, paraissant en bonne santé, Thierry Frezier, 60 ans, a été accueilli à sa descente d'avion en provenance de Khartoum par le

ministre tchadien de la Sécurité ainsi que par les ambassadeurs de France et du Soudan au Tchad.

Ses ravisseurs étaient "virulents" les premiers jours mais l'ont bien traité par la suite, a-t-il assuré devant la presse, affirmant avoir perdu "douze kilos" en raison des déplacements nocturnes, "tantôt la marche, tantôt sur le chameau".

Le samedi 6 mai, date de la libération de M. Frezier, les "malfrats" ont été repérés à Koutoum (ou Kutum) dans la région du Nord-Darfour au Soudan, a indiqué le ministre tchadien de la Sécurité Ahmat Maha-

mat Béchir. "Les quatre ravisseurs ont été arrêtés et ils sont entre les mains des autorités soudanaises", a-t-il ajouté.

Le ministre n'a pas précisé si les ravisseurs étaient tchadiens ou soudanais, évoquant "des gens qui vivent le long de la frontière. S'ils sont soudanais, ils seront jugés par la loi soudanaise et par la loi tchadienne s'ils sont tchadiens".

Le Français, travaillant pour une compagnie minière, avait été enlevé le 23 mars dans le sud-est du Tchad, dans une localité située à 50 km de Goz Beida,

à 200 km au sud d'Abéché. Le lendemain, les autorités tchadiennes avaient annoncé qu'il se trouvait au Soudan.

Les forces tchadiennes ont utilisé leur droit de poursuite puis le relais a été pris par des forces mixtes Tchad/Soudan, a assuré le ministre tchadien de la Sécurité publique.

Dimanche, un responsable du Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) soudanais, Mohammed Hamid, avait déclaré que le Français avait été libéré grâce aux efforts coordonnés des services de renseigne-

ments du Soudan, du Tchad et de la France. Le dernier enlèvement d'un Français au Tchad remontait à novembre 2009, par un groupe soudanais du Darfour. Il avait été libéré après trois mois de détention.

Le Tchad est un des principaux alliés de la France dans la lutte contre le terrorisme. Il héberge à N'Djamena le QG de la force antiterroriste française Barkhane, qui mène avec 4 000 hommes des opérations dans cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso).

L'Afrique en bref

• Burkina Faso/Procès. Le coup d'éclat des avocats des ex-ministres de Compaoré

Les avocats de la défense des 34 ministres du dernier gouvernement du président burkinabè Blaise Compaoré ont quitté hier le tribunal où ils doivent être jugés pour leur implication présumée dans la répression de l'insurrection populaire d'octobre 2014, a constaté un journaliste de l'AFP.

• Egypte/Sécurité. Huit "terroristes" tués dans le sud

Le ministère de l'Intérieur égyptien a annoncé hier avoir tué huit "terroristes" appartenant à des groupes planifiant des attaques contre des institutions publiques, au moment où les autorités luttent contre une insurrection jihadiste.

• Guinée/Accident. Le bilan monte à 23 morts

Deux blessés dans la collision survenue samedi en Guinée entre un camion et un minibus au nord de Conakry sont décédés, portant le bilan à 23 morts, a indiqué une source hospitalière à la radio nationale lundi.

• Mali/Jihadistes. Deux soldats tués dans le nord-est

Deux militaires maliens ont été tués et huit blessés dimanche dans l'attaque d'une position de l'armée par "des terroristes" à Almoustarat, dans le nord-est du Mali, ont indiqué à l'AFP des sources militaires maliennes.

• Nigeria/Politique. Buhari de nouveau à Londres

Le président nigérian Muhammadu Buhari est parti dimanche soir à Londres pour de nouveaux "examens médicaux", a annoncé la présidence, quelques instants après avoir reçu 82 lycéennes de Chibok libérées par le groupe jihadiste Boko Haram.

• RD Congo/Rébellion. Deux soldats tués dans le Nord-Kivu

Deux soldats congolais ont été tués hier dans une attaque attribuée aux rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), dans la province du Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source militaire.

• Somalie/Attentat. Six morts dans à Mogadiscio

Au moins six personnes ont été tuées et une dizaine blessées hier après-midi dans un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, a indiqué à l'AFP un policier présent sur place, Mohamed Abdulahi.



Photo : AFP